

**Demande de mise en compatibilité
du Plan Local d'Urbanisme intercommunal
(PLUi) de l'Agglomération d'Agen
Commune de Caudecoste (47)**



PROJET VALENCE D'AGEN

Dossier de demande de mise en compatibilité du PLUi de l'Agglomération d'Agen Commune de Caudecoste

PROJET VALENCE D'AGEN

Département du Lot-et-Garonne (47)

Rev.	Date	Révision	Rédacteur	Vérificateur	Approbateur
00	04/09/24	1 ^{ère} édition approuvée pour dépôt administratif	C.LALANNE (GRENA Consultant)	S. FRANCOIS (TEREGA)	F. ANDREE (TEREGA)

Direction Projets d'Infrastructure
Département Études et Projets
Référence du document : 322315

SOMMAIRE

1	RESUME NON TECHNIQUE.....	4
2	PREAMBULE.....	7
3	PROCEDURE DE MISE EN COMPATIBILITE	8
3.1	OBJET DU DOSSIER.....	8
3.2	PROCEDURE DE MISE EN COMPATIBILITE	8
4	NOTICE EXPLICATIVE.....	9
4.1	PRESENTATION DU DEMANDEUR.....	9
4.2	PRESENTATION DU PROJET.....	10
4.3	LOCALISATION.....	11
4.4	LES SERVITUDES.....	12
4.5	INTERET ET SERVICE PUBLIC.....	14
5	EXAMEN DE LA COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LE PLU	15
5.1	LE PLU EN VIGUEUR SUR LA COMMUNE DE CAUDECOSTE	15
5.2	PIECE 1 ET 2.....	15
5.3	PIECE N°3 - ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION	15
5.4	PIECE N°4 – REGLEMENT ET DOCUMENT GRAPHIQUE.....	15
5.5	AUTRES PIECES.....	17
5.6	CONCLUSION	17
6	MODIFICATIONS NECESSAIRES A LA MISE EN COMPATIBILITE DU PLU.....	18
6.1	DOCUMENT GRAPHIQUE / ZONAGE	18
6.2	REGLEMENT	19
7	EVALUATION ENVIRONNEMENTALE DE LA MISE EN COMPATIBILITE DU PLU.....	19
7.1	ÉTAT INITIAL	19
7.2	SENSIBILITE ECOLOGIQUE DE LA ZONE CONCERNEE ET EVALUATION DES IMPACTS	19
7.3	ÉVALUATION DES INCIDENCES DU PROJET SUR LE SITE NATURA 2000 DE LA « GARONNE » N°FR7200700	20
7.4	ARTICULATION DU PROJET AVEC LE SCOT	20
7.5	ARTICULATION DU PROJET AVEC LE PADD.....	22
7.6	INDICATEURS DE SUIVI DES EFFETS DE LA MODIFICATION SUR L'ENVIRONNEMENT.....	22

Annexe : Extrait du PLUi de l'Agglomération d'Agen (commune de Caudecoste) avec inscription de la modification du zonage EBC

1 RESUME NON TECHNIQUE

❖ Objet du projet

Le projet « Valence d'Agen » porté par la société TEREKA est un renouvellement d'ouvrages dans le cadre de la modernisation du réseau et de la sécurisation des approvisionnements régionaux en gaz naturel pour les consommateurs.

Les objectifs du projet sont les suivants :

- Mettre à l'arrêt définitif d'exploitation l'ancienne canalisation de diamètre 200 mm (environ 28 km) et l'ancienne canalisation de diamètre 50 mm (environ 6,2 km) qui présentent diverses problématiques d'intégrité (ouvrages d'avant 1954, non pistonables, déclassés à 60 bars, traversant les zones urbaines d'Auvillar et Lamagistère, situés en longitudinal sous accotements ou sous voiries à forte circulation, avec des traversées sur ouvrages d'art à Donzac et Saint Loup),
- Déplacer hors zone urbaine le poste de livraison GRDF Lamagistère utilisé pour la distribution locale,
- Reprendre les alimentations de distributions publiques de GRDF Lamagistère et GRDF Valence d'Agen, du poste de livraison de l'industriel Villeroy et Boch ainsi que du poste d'injection de Garonne Biogaz.

Le périmètre du projet Valence d'Agen est le suivant :

- Construire une canalisation de diamètre 200 mm de 32,1 km entre Caudecoste (47) et Caumont (82).
- Construire une canalisation de diamètre 80 mm de 9,2 km entre Caudecoste (47) et Lamagistère (82).
- Construire (et raccorder) les postes de sectionnement (PS) et de livraison (PL) suivants :
 - Poste de sectionnement de Caudecoste Ouest, incluant deux tronçons de canalisation de raccordement en diamètre 300 mm ;
 - Poste de sectionnement de Caudecoste Est ;
 - Poste de sectionnement d'Auvillar ;
 - Poste de sectionnement de Lamagistère et le poste de livraison de GrDF Lamagistère, incluant les branchements en diamètre 80 mm au poste de sectionnement ;
 - Poste de sectionnement de Valence d'Agen et le poste de livraison de GrDF Valence d'Agen, incluant le branchement et les raccordement au poste de sectionnement ;
- Raccorder le poste d'injection de Biométhane Garonne Biogaz existant à la nouvelle canalisation de diamètre 200 mm sur la commune de Le Pin.
- Raccorder le poste de Villeroy et Boch à Valence d'Agen.

Enfin, le projet comprend la mise à l'arrêt définitif d'exploitation des ouvrages existants.

Les travaux de construction sont prévus à partir du second trimestre 2026 pour une mise en service intégrale des nouveaux ouvrages à fin 2027.

❖ Aspects réglementaires

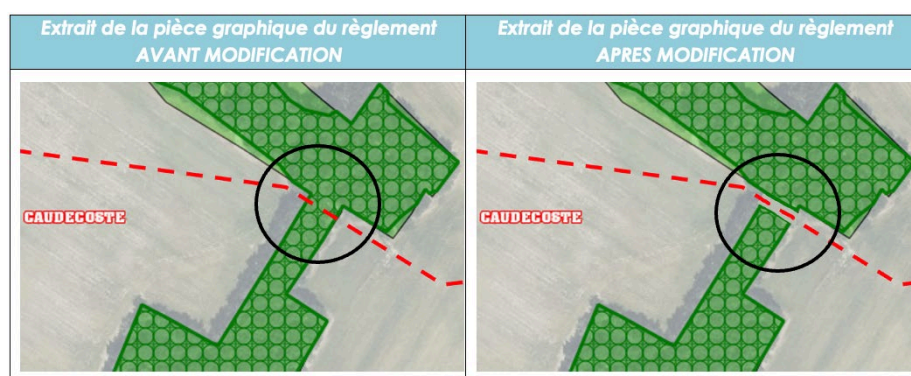
Le projet VALENCE D'AGEN est soumis :

- **autorisation de construire et d'exploiter (Art. L.555-1 Code Environnement)**
- **à une évaluation des incidences au titre de Natura 2000** car il intersecte deux sites du réseau Natura 2000 (directive européenne 92/43/CEE « habitats, faune-flore »)
- **à demande d'autorisation de défrichement au titre du Code forestier** car dans le cadre de la mise en œuvre de la servitude *non sylvandi*, le projet prévoit le défrichement d'une surface boisée totale estimée à 3464 m².
- **à l'application de la loi sur l'eau au titre du code de l'environnement** car le projet prévoit la pose de canalisation sous des cours d'eau et des opérations localisées et temporaire de rabattement de nappe « Eau » pour permettre la pose de la canalisation.
- **à une autorisation de destruction exceptionnelle de destruction d'espèces protégées ou d'habitats d'espèces protégées au titre du code de l'environnement.**

Le projet est soumis également à 3 demandes de mise en compatibilité des documents d'urbanisme car le projet intersecte trois secteurs classés en "Espace Boisé Classé". Cette demande de mise en compatibilité concerne les communes de Caudecoste (47) et Saint-Sixte (47) du PLUi d'Agen et la commune de Saint-Michel (82) du PLUi des Deux Rives.

❖ Mise en compatibilité de la servitude de la canalisation de gaz avec l'Espace Boisé Classé (EBC)

La réalisation de la déviation implique le déclassement d'une partie d'un Espace Boisé Classé (EBC), inscrit dans le PLU intercommunal de l'Agglomération d'Agen, sur la commune de Caudecoste.



Une mise en compatibilité du PLU (objet du présent dossier) s'avère nécessaire pour rendre compatible les effets de la servitude liée à la canalisation de transport de gaz et l'Espace Boisé Classé (EBC).

La mise en compatibilité du PLU a ainsi pour objet de déclasser l'EBC au droit de la traversée d'un chemin existant afin de permettre la création d'une bande de servitude de six mètres de large centrée sur la canalisation.

La mise en compatibilité implique une modification du plan de zonage du document d'urbanisme telle que présentée ci-après.

❖ Les incidences environnementales de la mise en compatibilité du PLU

Le projet ne prévoit aucun impact sur les zones forestières, ni aucune coupe d'arbre au droit de l'EBC. Il s'inscrit dans un chemin existant dont la sensibilité écologique peut être considérée comme très faible.

Le projet de canalisation n'aura pas d'effet sur les continuités écologiques (la coupure étant présente à ce jour), ni sur des espaces forestiers. Après travaux, le chemin forestier sera restitué. L'occupation du sol sera conforme à celle existante.

La modification du PLUi de l'Agglomération d'Agen est estimé à 0,05% de la surface de l'EBC, la modification est considérée comme non significative.

En conclusion, le projet n'aura pas d'impact significatif sur l'environnement. La modification du PLUi de l'Agglomération d'Agen est considérée comme non significative.

❖ Les mesures prises pour réduire et supprimer les incidences du projet sur l'environnement

La mesure d'évitement (réf. E7) mise en œuvre pour le projet prévoit l'inscription du tracé de la canalisation au droit d'un chemin forestier existant de façon à éviter tout impact sur les milieux forestiers.

Après mise en œuvre de cette mesure d'évitement, il n'y a pas d'incidence résiduelle sur les milieux naturels forestiers ou les espèces protégées. En conséquence, aucune mesure de réduction n'est mise en œuvre.

❖ Articulation avec les documents de planification

Le projet a fait la démonstration qu'il n'y aura pas d'incidence résiduelle significative :

- sur les espèces protégées et les espaces naturels
- les continuités ou corridors écologiques,
- les zones humides et les zones inondables,
- les paysages de la commune,
- la ressource en eau
- les sites NATURA 2000.

Le projet de modification du PLU est compatible avec le SCOT du Pays de l'Agenais.

❖ Indicateurs de suivi

Dans le cadre de la pièce n°6 de la demande d'autorisation et de construire, TEREKA s'est engagé dans la mise en œuvre de mesures de suivi associées à chaque mesure d'évitement ou de réduction des incidences. Dans le cas présent, TEREKA s'engage simplement au respect de l'application de la mesure d'évitement (E7) visant à inscrire le tracé au droit du chemin existant et à la préservation des milieux forestiers dans ce secteur.

2 PREAMBULE

Extraits du Code de l'Urbanisme :

Art. L. 153-54 Une opération faisant l'objet d'une déclaration d'utilité publique, d'une procédure intégrée en application de l'article L. 300-6-1 ou, si une déclaration d'utilité publique n'est pas requise, d'une déclaration de projet, et qui n'est pas compatible avec les dispositions d'un plan local d'urbanisme ne peut intervenir que si :

1. L'enquête publique concernant cette opération a porté à la fois sur l'utilité publique ou l'intérêt général de l'opération et sur la mise en compatibilité du plan qui en est la conséquence ;
2. Les dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du plan ont fait l'objet d'un examen conjoint de l'État, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9.

Le maire de la ou des communes intéressées par l'opération est invité à participer à cet examen conjoint.

Art. R. 153-14 Le dossier de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme, éventuellement modifié pour tenir compte des avis joints au dossier d'enquête publique, des observations du public et des résultats de l'enquête, le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête ainsi que le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint sont soumis pour avis par le préfet à l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou au conseil municipal. Si ceux-ci ne se sont pas prononcés dans un délai de deux mois, ils sont réputés avoir donné un avis favorable.

Extraits du Code de l'environnement :

Art. R. 555-30 (Décret n° 2012-615 du 2 mai 2012, art. 3). Le préfet de chaque département concerné institue par arrêté pris après avis de la commission départementale compétente en matière d'environnement et de risques sanitaires et technologiques :

- a) Les servitudes d'utilité publique prévues à l'article L. 555-27, dans les conditions prévues par les articles R. 555-32 et suivants de la présente section ;
- b) En application du troisième alinéa de l'article L. 555-16, des servitudes d'utilité publiques :
 - subordonnant, dans les zones d'effets létaux en cas de phénomène dangereux de référence majorant au sens de l'article R. 555-10-1, la délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou à un immeuble de grande hauteur et son ouverture à la fourniture d'une analyse de compatibilité ayant reçu l'avis favorable du transporteur ou, en cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R. 555-31;
 - interdisant, dans les zones d'effets létaux en cas de phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R. 555-10-1, l'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur ;
 - interdisant, dans les zones d'effets létaux significatifs en cas de phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R. 555-10-1, l'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur.

Art. R. 555-34 — La largeur des bandes de servitudes prévues à l'article L. 555-27 est fixée par la déclaration d'utilité publique, selon la demande du pétitionnaire, sans pouvoir être inférieure à 5 mètres pour la "bande étroite" ou "bande de servitudes fortes", ni dépasser 20 mètres pour la "bande étroite" et 40 mètres pour la "bande large" ou "bande de servitudes faibles".

3 PROCEDURE DE MISE EN COMPATIBILITE

3.1 OBJET DU DOSSIER

Conformément aux articles L.555-1 et L.554-5 du code de l'environnement, le projet de TEREGA consistant à dévier un tronçon de la canalisation de gaz DN200 Saint-Romain-Le-Noble - Caumont, situé dans le département du Tarn-et-Garonne et du Lot-et-Garonne est soumis à autorisation de construire et d'exploiter.

Le projet fait l'objet d'une procédure de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) conformément aux dispositions de l'article L.555-25 et suivants du code de l'environnement.

En application de l'article L.555-27 du code de l'environnement (ord. n°2010-418 du 27 avril 2010), le titulaire de l'autorisation de construire et d'exploiter une ou plusieurs canalisations dont les travaux sont déclarés d'utilité publique est autorisé dans une bande de servitude à enfouir dans le sol les canalisations avec les accessoires techniques nécessaires à leur exploitation ou leur protection, (...) et **à procéder aux enlèvements de toutes plantations, aux abattages, essartages et élagages des arbres et arbustes nécessaires pour l'exécution des travaux de pose, de surveillance et de maintenance des canalisations et de leurs accessoires.**

Ces dispositions peuvent apparaître non compatibles avec les dispositions du PLU des communes concernées par le projet. **Le présent dossier examine la compatibilité du projet avec les dispositions du PLU de la commune de Caudecoste et identifie les éléments du PLU à modifier pour permettre la compatibilité entre le projet et le PLU.**

3.2 PROCEDURE DE MISE EN COMPATIBILITE

Conformément à l'article L.153-54 du code de l'urbanisme, une opération faisant l'objet d'une déclaration d'utilité publique (...) et qui n'est pas compatible avec les dispositions d'un plan local d'urbanisme ne peut intervenir que si :

- L'enquête publique concernant cette opération a porté à la fois sur l'utilité publique ou l'intérêt général de l'opération et sur la mise en compatibilité du plan qui en est la conséquence ;
- Les dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du plan ont fait l'objet d'un examen conjoint de l'État, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune et des personnes publiques associées mentionnées aux art. L.132-7 et -9.

Lorsque qu'une déclaration d'utilité publique est requise :

- Le projet de mise en compatibilité est soumis à une enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement par l'autorité administrative compétente de l'État (art. L.153-55 code de l'urbanisme) ;
- A l'issue de l'enquête publique, l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la commune émet un avis (art. L.153-57-1° code de l'urbanisme). Cet avis est réputé favorable s'il n'est pas émis dans le délai de deux mois (art. L.153-58-4°) ;
- La proposition de mise en compatibilité du plan éventuellement modifiée pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête est approuvée par la déclaration d'utilité publique (art. L.153-58 code de l'urbanisme). La décision de mise en compatibilité devient exécutoire dès l'exécution de l'ensemble des formalités de publication et d'affichage (art. L.153-59 code de l'urbanisme).

En application du l'article L.153-60 (code de l'urbanisme), les servitudes mentionnées à l'article L. 151-43 sont notifiées par l'autorité administrative compétente de l'État au président de l'établissement public ou au maire. Ceux-ci les annexent sans délai par arrêté au plan local d'urbanisme.

4 NOTICE EXPLICATIVE

4.1 PRESENTATION DU DEMANDEUR

MAITRE D'OUVRAGE



Direction des Projets d'Infrastructures

40 Avenue de l'Europe

CS 20522

64 010 PAU CEDEX

Tél : 05.59.13.34.00

SIRET : 09558084100617

Responsable projet : Frédéric ANDREE

Direction Projets d'Infrastructures

+33 6 31 04 61 70

frederic.andree@terega.fr

Teréga possède une expérience de plus de 70 ans en matière de transport de gaz naturel par canalisation et dispose, à ce jour, d'un réseau de plus de 5 000 km de canalisations de transport de gaz naturel de diamètres compris entre 25 et 900 mm, exploité à une Pression Maximale de Service (PMS) allant jusqu'à 85 bars, réparti sur 15 départements du Sud-Ouest de la France.

Le réseau de transport de Teréga est de deux types, le réseau de grand transport et le réseau régional :

- Le réseau de grand transport dispose généralement d'une PMS de 80 à 85 bars et assure principalement le transit de gaz entre les réseaux des transporteurs adjacents situés en France et en Espagne. Il permet également l'alimentation des stockages de Lussagnet et Izaute.
- Le réseau de transport régional généralement exploité à une PMS de 66,2 bars est quant à lui dimensionné en fonction des consommations en gaz de la zone géographique couverte par Teréga. Il permet d'acheminer le gaz jusqu'aux consommateurs industriels raccordés directement au réseau de Teréga ou jusqu'aux réseaux de distribution publique alimentant les consommateurs grâce à environ 500 postes de livraison.

Teréga opère deux stockages souterrains de gaz naturel en nappe aquifère sur les sites de Lussagnet (Landes) et Izaute (Gers).

Ces stockages représentent près d'un quart des capacités françaises (6,5 Gm3) et alimentent en gaz naturel l'ensemble du réseau Teréga et une partie des autres réseaux français et européen.



4.2 PRESENTATION DU PROJET

Le "projet Valence d'Agen" porté par la société TEREKA est un renouvellement d'ouvrages dans le cadre de la modernisation du réseau et de la sécurisation des approvisionnements régionaux en gaz naturel pour les consommateurs.

Les objectifs du projet sont les suivants :

- Mettre à l'arrêt définitif d'exploitation la canalisation DN200 SAINT ROMAIN LE NOBLE – CAUMONT (environ 28 km) et la canalisation DN50 SAINT-LOUP VALENCE D'AGEN (environ 6,2 km) qui présentent diverses problématiques d'intégrité (ouvrages d'avant 1954, non pistonnables, déclassés à 60 bars, traversant les zones urbaines d'Auvillar et Lamagistère, situés en longitudinal sous accotements ou sous voiries à forte circulation, avec des traversées sur ouvrages d'art à Donzac et Saint Loup),
- Déplacer hors zone urbaine le poste de livraison GRDF Lamagistère,
- Reprendre les alimentations de distributions publiques de GRDF Lamagistère et GRDF Valence d'Agen, du poste de livraison de l'industriel Villeroy et Boch ainsi que du poste d'injection de Garonne Biogaz.

Le périmètre du projet Valence d'Agen est le suivant :

- Construire une canalisation en DN200 de 32,1 km entre Caudecoste (47) et Caumont (82).
- Construire une canalisation en DN80 de 9,2 km entre Caudecoste (47) et Lamagistère (82).
- Construire et raccorder les postes de sectionnement (PS) et de livraison (PL) suivants :
 - PS Caudecoste Ouest, incluant ses deux tronçons de raccordement en DN300 (89 m + 118 m) ;
 - PS Caudecoste Est ;
 - PS Auvillar ;
 - PS Lamagistère et PL GrDF Lamagistère, incluant le branchement DN80 GrDF Lamagistère et les tronçons de raccordements amont et aval en DN80 au poste de sectionnement (28 m + 15 m) ;
 - PS Valence d'Agen et PL GrDF Valence d'Agen, incluant le branchement DN80 GrDF Valence d'Agen et le tronçon de raccordement en DN80 (11m) en amont du poste de sectionnement ;
- Raccorder le poste d'injection Garonne Biogaz existant à la nouvelle canalisation DN200 à Le Pin, via un branchement en DN80 sur environ 17 m.
- Raccorder le poste de Villeroy et Boch à Valence d'Agen, via un branchement en DN50 sur environ 16 m.

Les canalisations du projet ont une PMS de 66,2 bars.

Enfin, le projet comprend la mise à l'arrêt définitif d'exploitation des ouvrages suivants :

- Environ 28 km de canalisation DN200 Saint Romain Le Noble / Caumont, dont la dépose des TSOA du pont de la Garonne à Donzac,

- Environ 6,2 km de canalisation DN50 Saint-Loup / Valence d'Agen dont la TSOA du pont de La Garonne et celle du pont du canal de Golfech sur la RD953.
- Des postes de sectionnement de Clermont Soubiran, Saint Loup, Auvillar, Valence d'Agen Nord et Sud et des postes de livraison de GrDF Lamagistère et Valence d'Agen Sud et Valence d'Agen ZI.



4.3 LOCALISATION

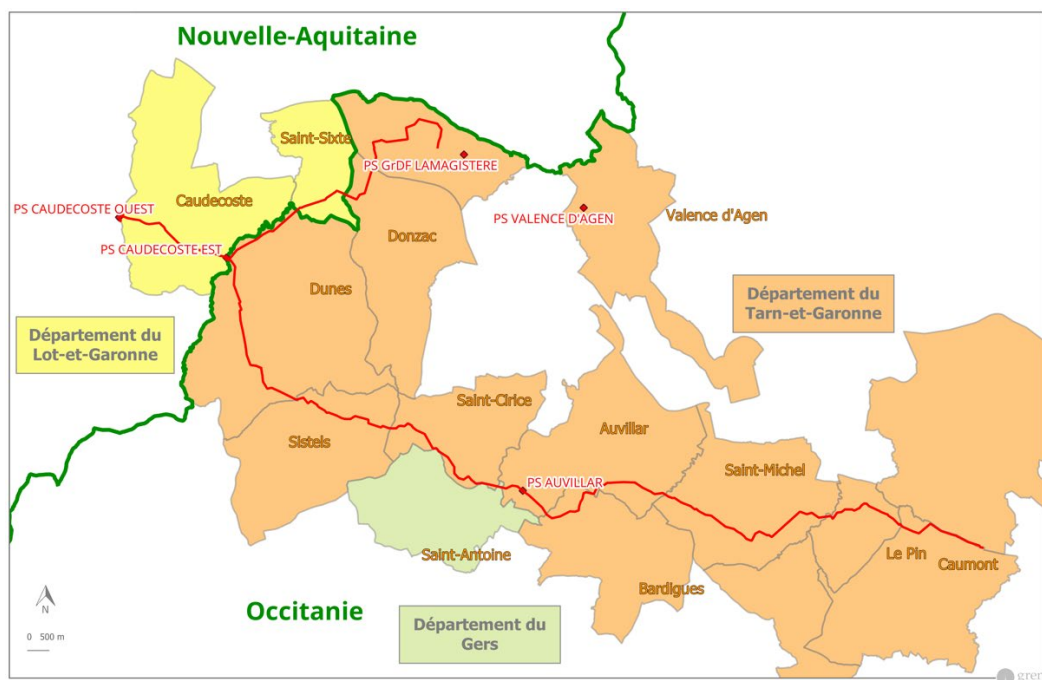
Le projet est principalement localisé dans les départements du Tarn-et-Garonne (82) et du Lot-et-Garonne (47), en limite des régions Occitanie et Nouvelle Aquitaine.

Il s'insère également sur une très courte distance et en profondeur (traversée en sous-œuvre sur 126 m environ) sur la commune de Saint-Antoine dans le département du Gers (32).

Il s'étend au total sur un linéaire d'environ 41,5 km qui se répartissent de la façon suivante :

- 32 km en DN200 d'Est en Ouest
- 9,5 km en DN80 du Sud vers le Nord
- 0,2 km en DN300 (tronçon de raccordement sur la commune de Caudecoste)





4.4 LES SERVITUDES

a. Servitude permettant le droit de passage et d'exploitation de la canalisation par Teréga :

Dans le cadre des missions de service public du transport de gaz, Teréga doit prendre les dispositions pour pérenniser pendant toute la durée d'exploitation ou d'arrêt temporaire de la canalisation le respect des dispositions mentionnées à l'alinéa 8 de l'article R.555-8 du code de l'environnement.

La signature d'une convention de servitudes est donc nécessaire pour implanter et exploiter des ouvrages de transport de gaz sur des propriétés privées appartenant soit à un particulier soit à une personne publique (domaine privé). Elle aura pour objet de déterminer les droits conférés au gestionnaire du réseau de transport de gaz concernant l'implantation, l'exploitation et la maintenance de l'ouvrage concerné ainsi que les conditions d'indemnisation des propriétaires.

La servitude de passage et d'exploitation liée à un ouvrage se concrétise en général par une convention de passage amiable signée entre Teréga et le propriétaire de l'emprise concernée. Elle permet à TERÉGA :

- D'accéder en tout temps au terrain pour tous travaux nécessaires à l'établissement, l'exploitation, la surveillance, l'entretien, la réparation, l'enlèvement de tout ou partie des canalisations et des accessoires techniques,
- D'interdire au propriétaire la plantation d'arbres de haute tige (plus de 2,70 m de hauteur) dans la bande de servitude « non plantandi » ; toutes les pratiques agricoles sont autorisées dans la bande de servitude, y compris la plantation de vigne ou d'arbres fruitiers de moins de 2,70 m de haut, selon un plan à convenir avec Teréga,
- D'interdire les constructions y compris fondations et surplombs dans la bande de servitude « non aedificandi » (hormis celles de clôture dont la profondeur de fondation n'excède pas 0,5 m, après accord avec Teréga),
- D'interdire pour l'implantation de conduites, câbles, réseaux divers dans les limites de servitude sauf croisement et suivant le projet soumis au préalable à l'accord de Teréga.

Pour le projet VALENCE D'AGEN, la canalisation concernée par le présent dossier (DN200), cette servitude est d'une largeur de 6 m centrée sur la canalisation.

Dans le cas où les travaux sont déclarés d'utilité publique et à défaut d'accord amiable sur les servitudes entre le bénéficiaire de l'autorisation et au moins un propriétaire d'une parcelle traversée par le projet de canalisation, le préfet du département concerné conduit pour le compte du bénéficiaire de l'autorisation, la procédure d'expropriation conformément aux dispositions aux articles R.111-2 et suivants du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, afin d'imposer les servitudes.

Le préfet détermine par arrêté de cessibilité, sur proposition du bénéficiaire de l'autorisation, la liste des parcelles qui devront être frappées des servitudes légales : servitude forte et servitude faible.

❖ Servitudes fortes

Conformément à l'article L.555-27 du Code de l'environnement, dans une bande de servitudes « fortes » centrée sur la canalisation, le titulaire de l'autorisation de construire et d'exploiter une canalisation dont les travaux sont déclarés d'utilité publique est autorisé :

- à enfouir dans le sol les canalisations avec les accessoires techniques nécessaires à leur exploitation ou leur protection,
- à construire en limite de parcelle cadastrale les bornes de délimitation et les ouvrages de moins d'un mètre carré de surface nécessaires à leur fonctionnement
- à procéder aux enlèvements de toutes plantations, aux abattages, essartages et élagages des arbres et arbustes nécessités pour l'exécution des travaux de pose, de surveillance et de maintenance des canalisations et de leurs accessoires

Dans cette bande de servitude, les propriétaires s'abstiennent de tout fait de nature à nuire à la construction, l'exploitation et la maintenance des canalisations concernées. Ils ne peuvent édifier aucune construction durable et ne procéder à aucune façon culturale dépassant 0,60 mètre de profondeur. Les vignes, les haies, les vergers, les plantations d'arbres et d'arbustes de basse tige ne dépassant pas 2,70 mètres pourront être replantées après accord de Teréga.

Pour le projet VALENCE D'AGEN, la canalisation concernée par le présent dossier (DN200), cette servitude est d'une largeur de 6 m centrée sur la canalisation.

❖ Servitudes faibles (bande large)

Conformément à l'article L 555-27 du Code de l'environnement, une bande de servitude dite « faible » est mise en place pour tous les travaux liés à la construction ou l'exploitation de l'ouvrage. Cette bande est susceptible de pouvoir être « mobilisée » pour accéder à la bande forte pour la surveillance et les travaux.

Pour le projet VALENCE D'AGEN, la canalisation concernée par le présent dossier (DN200), cette servitude est d'une largeur de 6 m centrée sur la canalisation, à l'identique de la servitude forte.

En conclusion et conformément aux dispositions réglementaires, les bandes de servitude créées au profit du projet VALENCE D'AGEN sont d'une largeur unique (bandes larges et bandes étroites) de 6 m pour la canalisation DN200.

b. Servitude d'utilité publique de maîtrise de l'urbanisation

En application de l'article R.555-30 du code de l'environnement, le préfet de chaque département concerné institue par arrêté pris après avis de la commission départementale compétente en matière d'environnement et de risques sanitaires et technologiques les servitudes d'utilité publique :

- subordonnant, dans les zones d'effets létaux en cas de phénomène dangereux de référence majorant au sens de l'article R. 555-10-1, la délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou à un immeuble de grande hauteur et son ouverture à la fourniture d'une analyse de compatibilité

ayant reçu l'avis favorable du transporteur ou, en cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R. 555-31 ;

- interdisant, dans les zones d'effets létaux en cas de phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-10-1 (Code environnement), l'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur,
- interdisant, dans les zones d'effets létaux significatifs en cas de phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-10-1 (Code environnement), l'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur.

Pour rappel, le tronçon de la servitude non sylvandi de la canalisation existante est supprimé pour être déplacé au nouveau tronçon de la canalisation (cf. figure suivante).

4.5 INTERET ET SERVICE PUBLIC

Extrait de l'article L. 555-25 du Code de l'environnement :

« I. — Lorsque la construction et l'exploitation d'une canalisation de transport présentent un intérêt général parce qu'elles contribuent à l'approvisionnement énergétique national ou régional, ou à l'expansion de l'économie nationale ou régionale, ou à la défense nationale, et lorsque le demandeur de l'autorisation en fait la demande, les travaux correspondants peuvent être déclarés d'utilité publique. »

En contribuant à l'approvisionnement énergétique national et régional à l'expansion de l'économie nationale et régionale, le réseau de transport concerné par le projet et son intégrité présentent, suivant l'article L. 555-25 cité ci-avant, un intérêt général majeur.

En tant qu'opérateur de réseau de transport de gaz, TEREGA se voit assigné des obligations de service public édictées par l'article L. 121-32 du Code de l'énergie, et notamment :

- la sécurité des personnes et des installations en amont du raccordement des consommateurs finaux ;
- la continuité de la fourniture de gaz ;
- la sécurité d'approvisionnement ;
- la qualité et le prix des produits et des services fournis ;
- la protection de l'environnement, en particulier l'application de mesures d'économies d'énergie ;
- l'efficacité énergétique ;
- la valorisation du biogaz ;
- le développement équilibré du territoire ;
- la fourniture de gaz de dernier recours aux clients non domestiques assurant des missions d'intérêt général.

5 EXAMEN DE LA COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LE PLU

5.1 LE PLU EN VIGUEUR SUR LA COMMUNE DE CAUDECOSTE

La commune de Caudecoste dispose d'un Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de l'Agglomération d'Agen approuvé le 20/12/2019.

Région	Nouvelle-Aquitaine
Département	Lot-et-Garonne (47)
Intercommunalité	Agglomération d'Agen
Commune (Code INSEE)	Caudecoste (code commune 47060 / code postal 47220)

Le PLUi de l'Agglomération d'Agen couvre le territoire de 31 communes. Les documents d'urbanisme sont consultables en ligne via le site internet de l'Agglomération d'Agen. Ils comprennent :

- Pièce 1 : Rapport de présentation
- Pièce 2 : PADD (Projet d'Aménagement et de Développement Durable)
- Pièce 3 : OAP (Opération d'Aménagement et de Programmation)
- Pièce 4 : Règlement
- Pièce 5.2 : Emplacement réservé
- Pièce 5.3 : Patrimoines identifiés
- Pièce 5.4 : Bâtiments pouvant changés de destination
- Pièce 6.1 : POA (Programme d'orientation et d'actions en matière d'habitat)

La cartographie interactive du PLUi est accessible via ce lien : [cartographie du PLUi](#).

5.2 PIECE 1 ET 2

La pièce 1 est le rapport général du PLUi, il présente les grandes caractéristiques du milieu physique et humain du territoire.

La pièce 2 est le Projet d'Aménagement et de Développement Durable. Il définit les orientations générales et les objectifs arrêtés par l'Agglomération d'Agen pour l'aménagement et l'urbanisme, l'habitat, le développement économique, l'équipement commercial et les loisirs, les transports et les déplacements, les équipements publics et le développement des communications numériques, la protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques, la modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

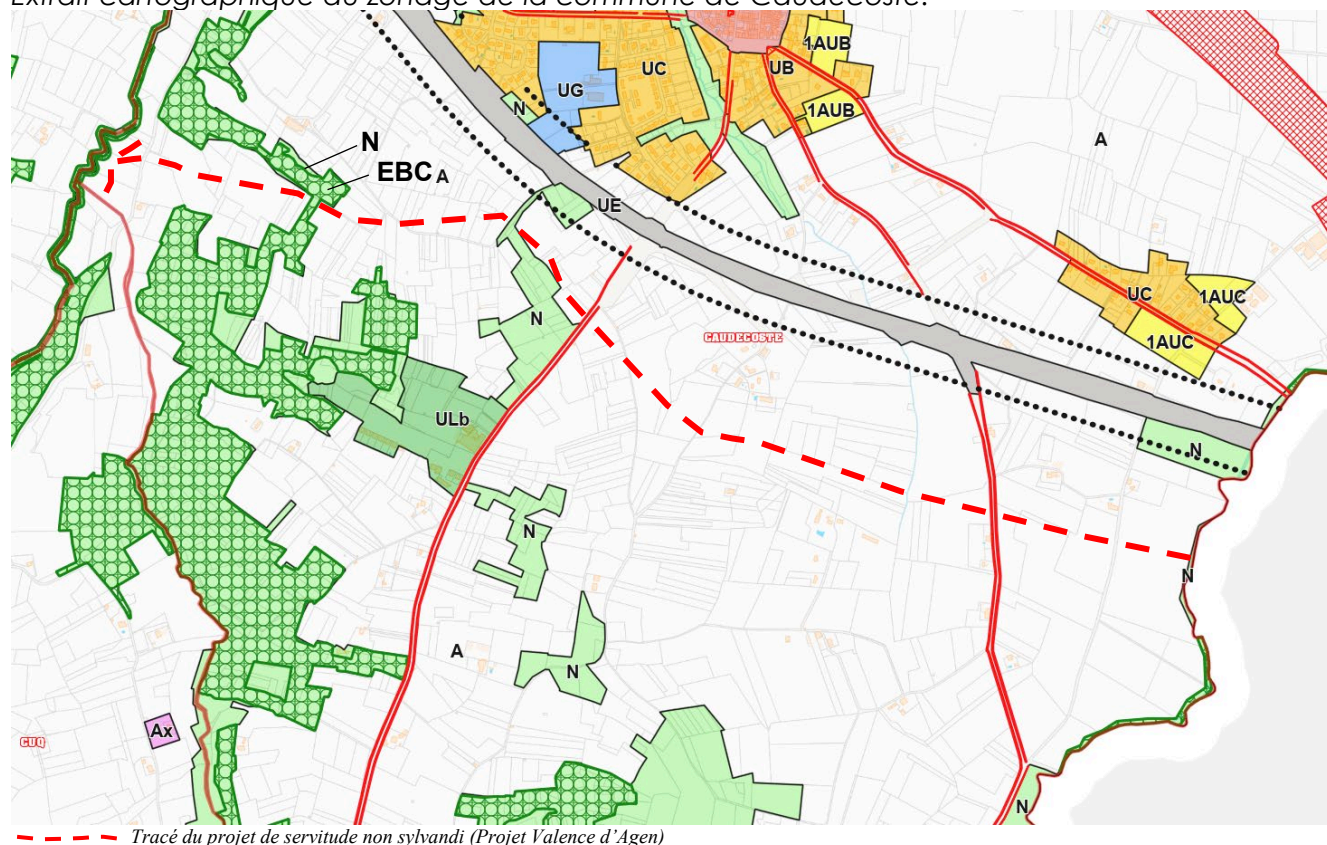
5.3 PIECE N°3 - ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION

Le projet ne concerne aucune orientation d'aménagement et de programmation du PLUi.

5.4 PIECE N°4 – REGLEMENT ET DOCUMENT GRAPHIQUE

Les zonages du règlement et du document graphique concernés par le projet sont les zones naturelle (N) et agricoles (A) et les Espaces Boisés Classés (EBC).


Extrait cartographique du zonage de la commune de Caudecoste.



--- Tracé du projet de servitude non sylvandière (Projet Valence d'Agen)

Le tableau suivant présente les zonages traversés par le projet et examine la compatibilité du projet avec le règlement associé à ces zonages.

Code ou figuré	Description	Examen de compatibilité avec le règlement (mis à jour janvier 2022)
A	Zone agricole	<p>D'après le règlement du PLUi, « les autres constructions et installations sont admises à condition d'être nécessaires à la mise en place ou au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif ».</p> <p>Le projet est un projet d'infrastructure de transport de gaz assimilé à un réseau de services publics. En tant qu'opérateur de réseau de transport de gaz, TEREGA se voit assigné des obligations de service public édictées par l'article L. 121-32 du Code de l'énergie.</p> <p>Le projet est compatible avec le zonage A du PLUi.</p>
N	Zone naturelle	<p>D'après le règlement du PLUi, sont autorisées « Les aménagements, travaux, ouvrages et installations relatifs aux équipements techniques des bâtiments à usage d'activité économique existants ou leur extension sont admis à condition d'être liés à la sécurité, aux différents réseaux et à la voirie, dès lors qu'ils s'intègrent harmonieusement avec le paysage environnant. (Modification simplifiée n°8 du PLUi – approuvée le 12/04/2018) ».</p> <p>La canalisation DN80 étant enterrée, seules quelques balises, assimilables à de la signalétique urbaine seront visibles dans le paysage. En conséquence, le projet ne porte pas atteinte au paysage environnant. Il est compatible avec le règlement du PLUi de l'Agglomération d'Agen en zone naturelle.</p>
	Espace Bois Classé à conserver ou à créer	<p>Ce classement interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements.</p> <p>Nonobstant toutes dispositions contraires, il entraîne le rejet de plein droit de la demande d'autorisation de défrichement prévue par les dispositions du Code Forestier.</p> <p>Le projet de déviation de la canalisation de gaz naturel implique la création d'une bande de servitude (largeur 6 m) pour permettre son enfouissement, son exploitation et sa maintenance. Cette servitude interdit les constructions et les arbres de haute tige (de plus de 2,70 mètres de haut).</p>

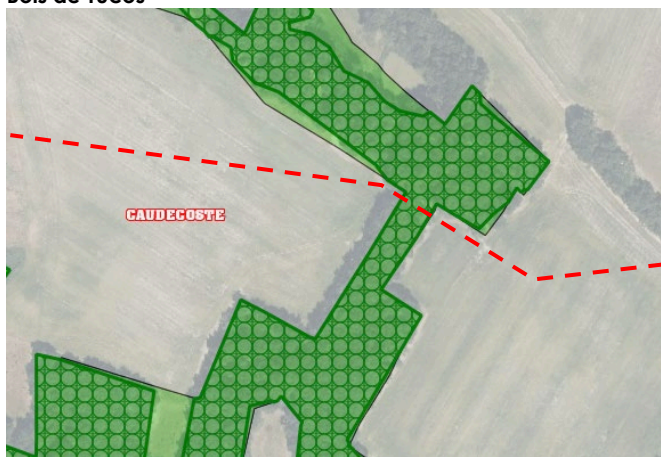
Code ou figuré	Description	Examen de compatibilité avec le règlement (mis à jour janvier 2022)
		La mise en œuvre d'une servitude non sylvandi de 6 m associée à la construction de la canalisation apparaît incompatible avec la présence de l'espace boisé classé (EBC).
	Emplacement réservé	Il s'agit d'emplacement réservé pour opération publique (bande bilatérale de 2m à toutes les parcelles contiguës aux RD114, RD129, RD290 et RD308)

5.5 AUTRES PIECES

Le projet ne concerne aucun emplacement réservé (pièce n°5.2), ni élément du patrimoine ou bâtiments pouvant changés de destination ou l'habitat.

5.6 CONCLUSION

La mise en œuvre d'une servitude non sylvandi de 6 m associée à la nouvelle canalisation apparaît incompatible avec la présence de l'espace boisé classé (EBC) (objet du présent dossier)

Document d'urbanisme concerné	Commune	Extrait de la pièce graphique du PLUi (position schématique du tracé de la future servitude).
PLUi de l'Agglomération d'Agen	Caudecoste (Lot-et-Garonne) Nouvelle-Aquitaine	<p>Bois de Tucos</p>  <p>La nouvelle servitude non sylvandi interceptera un espace boisé classé sur la commune de Caudecoste.</p> <p>En conséquence, TEREKA demande la mise en compatibilité du PLU sur la commune de Caudecoste.</p>

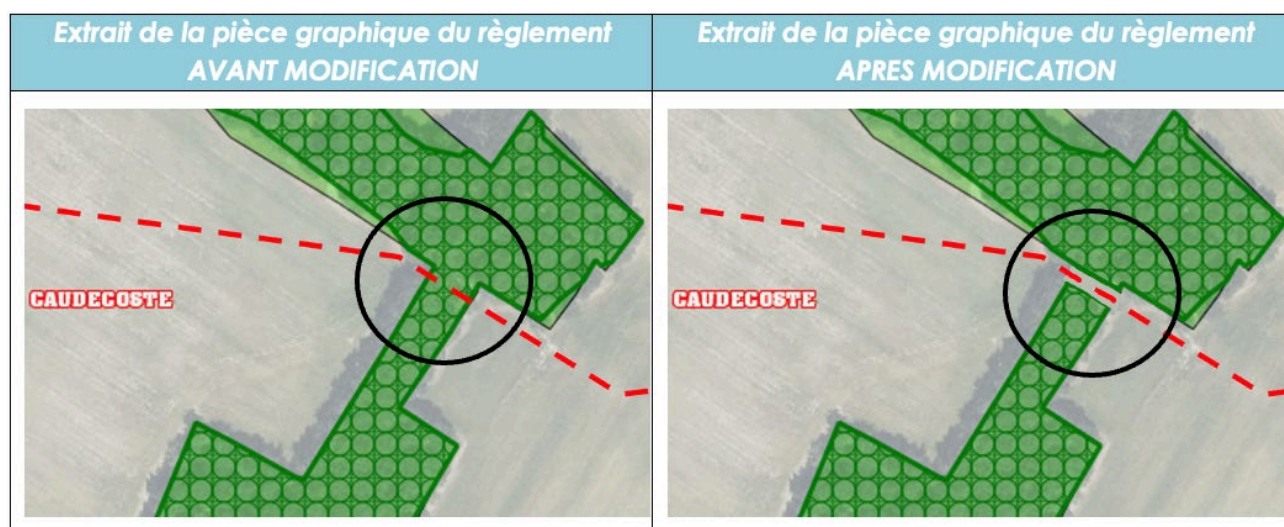
6 MODIFICATIONS NECESSAIRES A LA MISE EN COMPATIBILITE DU PLU

Les dispositions de l'art. L. 113-2 du Code de l'urbanisme concernant les Espaces Boisés Classés (EBC) **interdisent tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création du boisement.**

Le projet prévoit l'instauration d'une bande de servitude au droit de cet Espace Boisé Classé (EBC). L'application de la servitude (largeur de 6 m) définie à l'article L.555-27-1 du code de l'environnement est incompatible avec la conservation et la protection des Espaces Boisés Classés définis à l'article L.113-1 du code de l'urbanisme.

6.1 DOCUMENT GRAPHIQUE / ZONAGE

Pour être compatible avec le PLUi de l'Agglomération d'Agen, il s'avère nécessaire (cf. photo ci-après) de modifier le document Règlement – pièce écrite et le zonage « Espace Boisé Classé » au droit de la future servitude d'utilité publique sur la commune de Caudecoste.



Parcelle cadastrale

Aucune parcelle (domaine public – chemin rural).

Vue sur photoaérienne avec limites cadastrales :



La modification porte sur la suppression du figuré « Espace Boisé Classé » de la pièce graphique du PLUi sur une largeur de 6 m (centré sur l'axe de la nouvelle canalisation) axé au droit du chemin rural existant.

6.2 REGLEMENT

Le projet est compatible avec le règlement du PLU. Aucune modification du règlement ne s'avère nécessaire.

7 EVALUATION ENVIRONNEMENTALE DE LA MISE EN COMPATIBILITE DU PLU

En application de l'article R.104-8 du code de l'urbanisme, les plans locaux d'urbanisme font l'objet d'une évaluation environnementale à l'occasion :

- 2° De leur révision, de leur modification ou de leur mise en compatibilité dans le cadre d'une déclaration d'utilité publique ou d'une déclaration de projet lorsqu'elle permet la réalisation de travaux, aménagements, ouvrages ou installations susceptibles d'affecter de manière significative un site Natura 2000 ;
- 3° De leur mise en compatibilité dans le cadre d'une procédure intégrée en application de l'article L. 300-6-1, si l'étude d'impact du projet n'a pas inclus l'analyse de l'incidence de ces dispositions sur l'environnement.

La mise en compatibilité du projet est demandée pour la superposition de la servitude de l'article L.555-27 du code de l'environnement avec les dispositions de l'article L.113-1 du code de l'urbanisme.

7.1 ÉTAT INITIAL

Le projet traverse un espace boisé classé de la commune de Caudecoste au droit d'un chemin existant traversant un massif boisé (cf. photo ci-après).



Chemin existant (non boisé) utilisé pour la pose de la canalisation

7.2 SENSIBILITE ECOLOGIQUE DE LA ZONE CONCERNEE ET EVALUATION DES IMPACTS

Le projet ne prévoit aucun impact sur les zones forestières, ni aucune coupe d'arbre dans cette partie du bois. Il s'inscrit dans un chemin existant dont la sensibilité écologique peut être considérée comme très faible.

La surface de l'EBC concernée sur la commune de Caudecoste atteint environ 45 ha. La modification porte sur la réduction de la surface de l'EBC d'environ 250 m², soit une réduction de 0,05% de la surface de l'EBC.

Le projet de TERECA n'aura aucune incidence sur les milieux boisés classés en Espace Boisé Classé. La mesure d'évitement visant à inscrire le projet dans le chemin existant permet d'éviter tout impact sur les bois et la faune et la flore associées. La modification du PLUi de l'Agglomération d'Agen est estimée à 0,05% de la surface de l'EBC, la modification est considérée comme non significative.

7.3 ÉVALUATION DES INCIDENCES DU PROJET SUR LE SITE NATURA 2000 DE LA « GARONNE » N°FR7200700

Le projet de modification de l'Espace Boisé Classé sur la commune de Caudecoste reste distant des sites NATURA 2000 :

- **La Garonne (et Ariège, Hers, Salat, Pique et Neste n°FR7301822).**
La distance directe entre la zone modifiée de l'EBC et le site NATURA 2000 est d'environ 4140 m, sans lien hydraulique.
- **Cavités et coteaux associés en Quercy-Gascogne (n°FR7302002).**
La distance entre l'EBC et le site NATURA 2000 est d'environ 4780 m.

Le projet de modification de l'espace boisé classé sur la commune de Caudecoste n'aura aucune incidence sur les sites NATURA 2000 distants.

7.4 ARTICULATION DU PROJET AVEC LE SCOT

Le projet est inscrit dans un territoire couvert par le schéma de cohérence territoriale (SCoT) du Pays d'Agen.

L'examen de compatibilité du projet avec les prescriptions fixées par les Documents d'Orientation et d'Objectifs du SCOT du Pays de l'Agenais est réalisé dans le tableau suivant :

Axe 1 : CONSTRUIRE UNE HARMONIE ET UN EQUILIBRE ENTRE LES DIFFERENTS TERRITOIRE DU BASSIN DE VIE	
Objectifs et prescriptions associées	Analyse de la compatibilité du projet
Objectifs de la politique de l'habitat	Le projet de canalisation de transport de gaz porté par TERECA ne concerne pas l'habitat.
Objectif de la politique des transports et des déplacements	Le projet de canalisation de transport de gaz porté par TERECA ne concerne pas les déplacements et les transports.
Objectifs et principes relatifs aux grands projets d'équipements et de services	Le projet n'est pas concerné par le développement de l'accessibilité aux pôles d'équipements et de services (faciliter la création de réserves foncières, mutualisation des équipements, améliorer les temps d'accès...)
Objectif et principes relatifs à l'aménagement spatial de l'équipement commercial	Le projet de canalisation de transport de gaz porté par TERECA n'est pas un projet d'équipement commercial.

Axe 2 : AFFIRMER LE POSITIONNEMENT DU PAYS DE L'AGENAIS COMME UN PÔLE REGIONAL DU GRAND SU-OUEST	
Objectifs et prescriptions associées	Analyse de la compatibilité du projet
Objectif et principes relatifs au développement économique du pays de l'Agenais. <ul style="list-style-type: none"> - Promouvoir une gestion économe de l'espace - Conforter les pôles économiques structurants du territoire et soutenir le développement des activités artisanales 	Le projet de canalisation de transport de gaz porté par TERECA répond d'une certaine manière au développement économique du territoire en améliorant la qualité du transport de gaz au niveau local et en restructurant les points de livraison autour d'Agen.

<ul style="list-style-type: none"> - Affirmer et conforter le pays de l'Agenais en tant que pôle régional de formation et d'enseignement supérieur - Conforter l'activité agricole et valoriser un espace agricole pérenne. 	Pour rappel, le projet de construction d'une nouvelle canalisation est compatible avec le maintien de l'activité agricole.
Objectif et principes relatifs au développement de l'activité touristique	Le projet n'a pas d'incidence sur l'activité touristique et reste compatible avec son développement.

Axe 3 : GARANTIR, PERENNISER LA QUALITE DE L'ENVIRONNEMENT

Objectifs et prescriptions associées	Analyse de la compatibilité du projet
Objectifs et principes pour la protection des espaces et sites naturels, agricoles et forestiers.	<p>Dans le cadre du projet, une étude faune-flore a été réalisée et prend en compte les espaces naturels sensibles identifiés en les évitant, en réduisant les impacts en phase de construction. Un projet de compensation des incidences résiduelles est proposé sur la commune de Caudecoste.</p> <p>Ce projet consiste au reboisement par plantation et régénération naturelle d'une surface de 3600 m² sur une durée de 30 ans, à la restauration et conservation d'une zone humide (3700 m²), à la gestion conservatoire de prairies mésophiles (1500 m²) et de bois (1000 m²), à la gestion conservatoire d'espèces protégées (amphibiens, lépidoptères, avifaune).</p> <p>Le projet prend en compte les recommandations émises par le SCOT :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le projet ne prévoit aucun aménagement pérenne de franchissement de cours d'eau. Les ouvrages temporaires installés n'altèrent pas le fonctionnement des écosystèmes, ni la libre circulation des espèces. - Le projet protège le lit mineur de tous les cours d'eau. Les lits sont restaurés en fin de travaux par des techniques de génie végétal. - Le projet prend en compte l'inventaire des zones humides. <p>La modification protégée à l'EBC n'a pas d'incidence sur la protection des espaces et des sites naturels, agricoles et forestiers.</p>
<p>Objectifs et principes pour la protection et la gestion de la ressource en eau</p> <ul style="list-style-type: none"> - Gérer la ressource en eau potable - Gérer les eaux pluviales - Poursuivre l'amélioration des systèmes d'assainissement 	<p>Le projet ne prévoit aucune traversée de périmètre de protection de captage utilisé pour l'alimentation en eau potable.</p> <p>Le projet n'entraîne aucune imperméabilisation de terrain. Le projet n'est pas concerné par les recommandations concernant les eaux pluviales, ni même celle relevant de l'assainissement.</p>
<p>Objectifs et principes pour la protection des paysages</p> <ul style="list-style-type: none"> - Valoriser la trame bâtie existante - Veiller à l'intégration des extensions urbaines - Conserver et valoriser les éléments du patrimoine - Préserver les espaces agricoles comme des atouts paysagers majeurs - Préparer et orienter la reconversion des carrières 	<p>Dans le territoire du SCOT (Caudecoste et Saint-Sixte), le projet reste éloigné des trames bâties existantes. Il ne concerne aucune extension urbaine et ne traverse aucun périmètre de protection du paysage ou de monument historique.</p> <p>Enfin, il préserve la qualité paysagère des espaces agricoles. Des mesures d'intégration paysagères sont proposés afin de réduire l'impact du projet du poste de Caudecoste Ouest dans la vallée de l'Estressol.</p>

<p>Objectifs et principes relatifs à la prévention des risques et des nuisances</p> <ul style="list-style-type: none"> - Limiter et mieux gérer les risques naturels et technologiques - Réduire les gaz à effet de serre, encourager les économies d'énergie et promouvoir le développement des énergies renouvelable. 	<p>L'analyse des risques du projet sur les populations est prise en compte dans l'étude de dangers du projet (pièce n°5 du DACE).</p> <p>Le projet a fait l'objet d'une évaluation des émissions de gaz à effet de serre afin de réduire son impact en phase de construction. Il n'est pas incompatible avec le développement des énergies renouvelables sur le territoire.</p>
---	---

Le projet est compatible avec les prescriptions fixées par le Documents d'Orientation et d'Objectifs du SCOT du Pays de l'Agenais.

7.5 ARTICULATION DU PROJET AVEC LE PADD

Document de référence : PADD – Agglomération d'Agen – Pièce n°2 – Approbation du 11 juillet 2013.

Pour que le projet de déviation de la canalisation soit compatible avec le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du PLUi, il doit être compatible avec les orientations suivantes :

<p>2.1 - Préserver de manière durable les cœurs de biodiversité et les continuités écologiques.</p>	<p>Le projet traverse un chemin existant inscrit en EBC. Il ne portera aucune incidence sur la biodiversité, ni sur les milieux forestiers, ni sur les espèces protégées ou les habitats d'espèces protégées.</p> <p>Concernant les continuités écologiques de la trame verte, il n'y aura aucune trouée dans le boisement ou de coupure de végétation.</p>
--	---

Le projet n'est pas concerné par les autres dispositions du PADD :

- Les enjeux d'extension et de développement
- La maîtrise et l'organisation du développement et du renouvellement urbain
- Les enjeux d'un habitat diversifié et solidaire
- Le bassin d'emploi et le pôle structurant pour le commerce et les équipements et les loisirs
- La mobilité
- La consommation d'espace pour l'aménagement de l'habitat
- Le cadre de vie durable et la qualité environnementale (ressource en eau, risques, facteurs climatiques, paysages de proximité).

En conclusion, compte tenu des mesures prises pour éviter les milieux naturels et forestiers, le projet est compatible avec le PADD du PLUi de l'agglomération d'Agen. La modification portée sur l'Espace boisée Classé n'aura aucune incidence significative sur les espaces naturels et forestiers, les corridors écologiques, le paysage, les zones humides et les zones inondables.

7.6 INDICATEURS DE SUIVI DES EFFETS DE LA MODIFICATION SUR L'ENVIRONNEMENT

En application de l'article R.151-3 du code de l'urbanisme, l'évaluation environnementale doit définir « les critères, indicateurs et modalités retenues pour l'analyse des résultats de l'application du plan mentionnée à l'article L. 153-27 et, le cas échéant, pour le bilan de l'application des dispositions relatives à l'habitat prévu à l'article L. 153-29 ».

Dans le cadre de la pièce n°6 de la demande d'autorisation et de construire, TEREKA s'est engagé dans la mise en œuvre de mesures de suivi associées à chaque mesure d'évitement ou de réduction des incidences. Dans le cas présent, TEREKA s'engage simplement au respect de l'application de la mesure d'évitement (E7) visant à inscrire le tracé au droit du chemin existant et à la préservation des milieux forestiers dans ce secteur.

ANNEXE CARTOGRAPHIQUE

Extrait du PLUi de l'Agglomération d'Agen avec inscription de la modification du zonage EBC

Nota : le document de zonage du PLUi de l'Agglomération d'Agen est un outil numérique disponible en ligne.

